



AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT

N° 00003 /AONO-PU/MINEFOP/CIPM/2025 DU 05 JUIN 2025 EN
PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA FOURNITURE DU MATERIEL AUDIO VISUEL ET
INFORMATIQUE DANS LES CENTRES DE FORMATION AUX METIERS (CFM) DE
BANDJOUN, EBEFDA ET MAROUA

1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Dans le cadre de la mise en œuvre du Contrat Désendettement et Développement, volet Formation Professionnelle, le Ministre de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (MINEFOP) lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence, pour la fourniture du matériel audiovisuel et informatique au profit des Centres de Formation aux Métiers (CFM) de Bandjoun, Ebebda et Maroua.

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS

Les prestations objet du présent Appel d'Offres consistent en la fourniture, le transport, la manutention, et la mise en service du matériel audiovisuel et informatique tel que décrit dans les spécifications techniques, la formation des formateurs à l'utilisation dudit matériel, ainsi que le service après-vente pendant un an.

3. DELAI D'EXECUTION

Le délai d'exécution tel que prévu par le Maître d'Ouvrage pour la fourniture du matériel, objet de la prestation est de deux (02) mois. Celui-ci prend effet à compter de la notification de l'ordre de service de démarrage de la prestation

4. ALLOTISSEMENT

Le présent Appel d'Offres n'est pas alloti.

5. FINANCEMENT ET COUT PREVISIONNEL

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par les ressources C2D suivant la Convention de financement n° CCM 1276 01 P relatif au Projet des Centres de Formation aux Métiers (CFM).

6. CAUTION DE SOUMISSION

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, une caution de soumission timbrée et acquittée à la main et accompagnée du récépissé délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC) d'un montant de deux millions (2 000 000) F CFA établie par une institution financière de premier ordre agréée par le Ministère chargé des finances et dont la liste figure en annexe, valable pendant trente (30) jours au-delà de la date de validité des offres.

7. PARTICIPATION ET ORIGINE

Le présent Appel d'Offres est ouvert à toute entreprise ou groupement d'entreprise de droit camerounais :

- Ayant une expérience avérée dans des fournitures de même nature ;
- Juridiquement et financièrement autonomes et administrées selon les règles du droit commercial ;
- Ne figurant pas sur les listes en matière d'embargo, de blanchiment et/ou de lutte contre le terrorisme des Nations Unies, de l'Union Européenne ou de la France.

8. CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être consulté aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales du Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sis à Nlongkak ou à l'Unité du Suivi et de Coordination du Projet (l'USCP) au Programme C2D Formation Professionnelle au 3^{ème} étage de l'Immeuble MAMCH sis au rond-point Nlongkak à Yaoundé Tél : 698212632/694149972.

La version électronique est disponible sur la plateforme Cameroon On Line E-procurement System (COLEPS) aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> dès publication du présent avis.

9. ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier peut être obtenu sur présentation d'une quittance de versement d'une somme non remboursable de cent mille (100 000) F CFA payable au trésor public contre récépissé.

10. Mode de soumission

Les soumissions seront exclusivement faites en ligne via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

1. Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 Mo pour l'Offre Administrative ;
- 15 Mo pour l'Offre Technique ;
- 5 Mo pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le soumissionnaire veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

11. Présentation des Offres

Les documents constituant l'offre du soumissionnaire seront répartis en trois enveloppes distinctes cachetées contenant :

Enveloppe A : Pièces Administratives

Enveloppe B : Dossier Technique reparté en deux volumes :

Volume 1 : Critères d'Exclusion,

Volume 2 : Critère de Qualification.

Enveloppe C : Proposition Financière

Les offres seront transmises par voie électronique via la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> ou <http://www.publiccontracts.cm> au plus tard le 04 JUIL 2025 à 11 heures, heure locale.

Une copie de sauvegarde des offres, enregistrée sur deux (02) clés USB ou CD-ROM devra être transmise au Service des Marchés Publics du ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle sis au 3^{ème} étage de l'immeuble ministériel de Nlongkak, sous plis scellé (clé USB ou CD/DVD contenant les offres administratives, technique et financière) avec indication claire et lisible « copie de sauvegarde » et devra porter la mention :

APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° 0003 /AONO-PU/MINEFOP/CIPM/2025 DU 05 JUIN 2025 EN
PROCEDURE D'URGENCE, POUR LA FOURNITURE DU MATERIEL AUDIOVISUEL ET INFORMATIQUE DANS LES
CENTRES DE FORMATION AUX METIERS (CFM) DE BANDJOUN, EBEBA ET MAROUA

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

N.B : Les offres parvenues après la date et l'heure de dépôt seront irrecevables.

12. OUVERTURE DES PLIS

L'ouverture des offres se fera en un seul temps, une heure après l'heure le 04 JUIL 2025 à 12 heures, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés placée auprès du MINEFOP.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une personne de

leur choix et ayant une parfaite connaissance du dossier.

13. RECEVABILITE DES OFFRES

Toute offre non conforme aux prescriptions du présent Appel d'Offres notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main et le récépissé de la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) ainsi que le non-respect du format de présentation des offres sera déclaré irrecevable.

N.B :

- Une caution de soumission produite et n'ayant aucun rapport avec l'objet de l'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable ;
- Une caution de soumission produite en salle pendant l'ouverture des offres sera irrecevable.

Par ailleurs, les pièces du dossier administratif doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par les services émetteurs et datées de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

14. Evaluation des offres

Les critères d'évaluation fixent les conditions minimales à remplir. Il s'agit notamment :

a) Critères éliminatoires

- Absence et/ou non-conformité de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main et le récépissé de la Caisse de Dépôts et de Consignation (CDEC) à l'ouverture des offres ;
 - NB :
 - Une caution de soumission produite et n'ayant aucun rapport avec l'objet de l'Appel d'Offres sera considérée absente ;
 - Une caution de soumission produite en salle pendant l'ouverture des offres sera irrecevable.
- Dossier administratif incomplet ou pièces administratives non – conformes après épuisement du délai réglementaire de 48 heures, accordé pour la fourniture d'une pièce concernée ;
- Fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- Non satisfaction des critères d'exclusion ;
- Note inférieure à cinq « oui » sur les six critères de qualification ;
- Absence de la déclaration sur l'honneur du soumissionnaire attestant qu'il n'a abandonné aucun marché au cours des trois (03) dernières années et ne figure pas sur la liste des entreprises défaillantes annuellement établie par le MINMAP ;
- Absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre ;
- Absence de la Déclaration d'Intégrité, d'éligibilité et de responsabilité environnementale et sociale signée sur l'honneur ;
- Spécifications techniques inférieure à 80% pour les équipements majeurs ;
- Absence de la copie de sauvegarde en cas de dysfonctionnement de la plate-forme COLEPS.

b) Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques se fera suivant les critères ci-après :

1- Critères d'exclusion

- Références générales du soumissionnaire (preuves d'avoir exécuté des marchés de fourniture d'au moins cent millions (100 000 000) F CFA au cours des cinq dernières années) (2024, 2023, 2022, 2021, 2020) ;
- Références spécifiques du soumissionnaire ; (preuves d'avoir exécuté un marché de fourniture du matériel informatique ou audiovisuel d'au moins cinquante millions (50 000 000) F CFA au cours des trois dernières années (2024, 2023, 2022) ;
- Situation financière de l'entreprise (bilans certifiés (par un Expert-Comptable habilité) avec un Chiffre d'Affaires d'au moins cent millions (100 000 000) F CFA au cours des trois dernières années et la preuve d'accès à une ligne de crédit ou une capacité financière d'au moins égale à la moitié du montant prévisionnel soit soixante-dix-huit millions (78 000 000) F CFA
- Absence des fiches techniques du matériel proposé

2- Critères de qualification

- Conformité des équipements ;

- Planning de livraison ;
- Service après-vente ;
- Garantie des équipements ;
- Personnel d'encadrement ;
- Conditions d'acceptation du marché (CCAP et ST paraphés, datés et signés avec la mention « lu et approuvé »).

Seules les soumissions qui auront satisfait à tous les critères d'exclusion et obtenus au moins cinq « oui » sur les six critères de qualification seront admises à l'analyse financière.

15. ATTRIBUTION

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire dont l'offre aura été jugée conforme pour l'essentiel aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres et évaluée la moins disante.

16. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

17. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès de l'Unité de Suivi et de Coordination du Programme C2D – Formation Professionnelle, sise au troisième étage de l'immeuble MAMCH à Nlongkak

18. Assistante technique

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155 / 222 235 669 ou écrire à l'adresse email : dsi@minmap.cm.

19. Lutte contre la corruption

Pour toute tentative de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler le MINMAP ou envoyer un SMS aux numéros suivants : 673 20 57 25 / 699 37 07 48.

Yaoundé, le 05 JUIN 2025

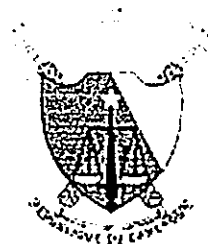
LE MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION
PROFESSIONNELLE



ISSA TCHIROMA BAKARY

Copies :

- MINMAP ;
- ARMP (pour publication et archivage) ;
- SOPECAM (pour publication et archivage) ;
- Président CIPM/MINEFOP (pour information) ;
- Affichage (pour information) ;
- Chrono/archivage.



OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

N° 00003 /AONO-PU/MINEFOP/CIPM/2025 OF 04 JUN 2025 IN URGENT
PROCEDURE, FOR THE SUPPLY OF AUDIOVISUAL AND COMPUTER EQUIPMENT TO
BANDJOUN, EEBDA AND MAROUA TRADE TRAINING CENTRES (TTCs)

1. OBJECT OF THE INVITATION TO TENDER

As part of the implementation of the Debt Reduction and Development Contract, Vocational Training component, the Minister of Employment and Vocational Training (MINEFOP) is launching an Open National Invitation to Tender for the supply of audiovisual and computer equipment for the trade training centres (TTCs) in Bandjoun, Ebebda and Maroua.

2. NATURE OF SERVICE

The services covered by this invitation to tender consist in supplying, transporting, handling and commissioning of Audiovisual and Computer equipment as described in the technical specifications, the training of trainers in the use of said equipment, as well as the after-sales service for one year.

3. EXECUTION PERIOD

The works will be carried out over a period of **two (02) months**, commencing on the date of notification of the service order to start work.

4. LOTS

This Tender Notice is not allotted.

5. FINANCING AND ESTIMATED COST

The services covered by this invitation to tender are financed by C2D resources in accordance with Financing Agreement N° CCM 1276 01 P relating to the Trade Training Centres Project (TTC).

6. BID BOND

Under penalty of reject, each bidder must include in his administrative documents, a stamped and hand-paid accompanied by the receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) of **(2 000 000) two millions CFA francs** at the bids opening, issued by a first-rank financial institution or organization approved by the Minister of Finance and listed in appendix and valid for thirty (30) days beyond the bid validity date.

7. PARTICIPATION AND ORIGIN

This invitation to Tender is open to all Cameroonian companies or groups of companies:

- With proven experience in supplying similar equipment;
- Legally and financially autonomous and administrated according to the rules of the commercial law;
- Not on the embargo, money laundering and/or anti-terrorism lists of the United Nations, the European Union or France.

8. CONSULTATION OF THE INVITATION TO TENDER

The Tender File may be consulted during the working hours at the Contracts Service of the Ministry of

12. OPENING OF BIDS

Bids will be opened in a single phase, one hour after the time on 05 JUL 2025 at 12:00 PM, local time, by the Internal Tenders Board placed at the disposal of MINEFOP.

Only bidders may attend or be duly represented by a person who is authorized to do so and who has good knowledge of the file.

13. ADMISSIBILITY OF BIDS

Any bid that does not comply with the requirements of this Invitation to Tender, in particular the absence or non-conformity of the hand-stamped and hand-paid bid bond and failure to comply with the format for the submission of tenders, will be declared invalid.

N.B:

- *A bid bond produced and having no connection with the subject of the invitation to tender will be declared inadmissible;*
- *a bid bond produced in the room during the opening of bids will be declared inadmissible.*

In addition, the documents in the administrative file must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing services and dated less than three (03) months preceding the date of submission of bids or must have been drawn up after the date of signature of the invitation to tender.

14. Evaluation of bids

The evaluation criteria set out the minimum conditions to be met. They are:

a) Eliminary criteria

- Absence and/or non-compliance of the bid deposit stamped and paid by hand and the receipt of the Deposit and Consignment Fund (DECF) at the opening of the tenders;

▪ NB:

- *A bid bond produced and having no connection with the subject of the invitation to tender will be declared inadmissible;*
- *a bid bond produced in the room during the opening of bids will be declared inadmissible*

- Incomplete administrative file or non-compliant administrative documents after the 48-hour period allowed for the supply of a relevant document has expired;
- False declaration or falsified document ;
- Non-satisfaction of exclusion criteria;
- Score of less than five "yes" out of the six qualification criteria;
- Absence of the bidder's sworn statement attesting that it has not abandoned any contract in the last three (03) years and is not on the list of defaulting companies annually established by MINMAP;
- Absence of a quantified unit price in the bid;
- Absence of the Declaration of Integrity, Eligibility and Environmental and Social Responsibility signed on honor;
- Technical specifications less than 80% for major material;
- Absence of the backup copy in case of malfunction of COLEPS platform

b) Essential criteria

The evaluation of the technical bid will be based on the following criteria:

1- Exclusion criteria

- The bidder's general references (proof of having carried out contracts for the supply of teaching or industrial equipment worth at least one hundred million (100,000,000) CFA francs over the last five years (2024, 2023, 2022, 2021, 2020);
- Specific references of the bidder; (proof of having carried out at least two contracts for the supply of teaching or industrial equipment for a cumulative amount of at least fifty million (50,000,000) CFA francs over the